



 @EESC\_ECO

# Améliorer le Semestre européen

Les points de vue de la société civile organisée

*Résumé des avis du CESE sur ce thème*

ECO

Section spécialisée  
«Union économique et monétaire,  
cohésion économique et sociale»



Comité économique  
et social européen

# Table des matières

---

<b>Préface</b>	<b>3</b>
.....	
<b>Examen annuel de la croissance 2019 (supplément d'avis)</b>	<b>4</b>
.....	
<b>Examen annuel de la croissance 2019</b>	<b>5</b>
.....	
<b>Visites dans des États membres dans le cadre du Semestre européen 2018-2019</b>	<b>6</b>
.....	
<b>Lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres</b>	<b>7</b>
.....	
<b>Politique économique de la zone euro (2019) (supplément d'avis)</b>	<b>8</b>
.....	
<b>Politique économique de la zone euro (2019)</b>	<b>9</b>
.....	
<b>Le Semestre européen et la politique de cohésion – Vers une nouvelle stratégie européenne pour l'après-2020</b>	<b>10</b>
.....	
<b>Examen annuel de la croissance 2018</b>	<b>11</b>
.....	
<b>Examen annuel de la croissance 2017</b>	<b>12</b>
.....	
<b>Annexe</b>	<b>13</b>
.....	

# Préface

---

Compte tenu du ralentissement de l'économie et des risques qui prévalent actuellement en la matière, le Comité économique et social européen (CESE) est convaincu que la politique économique devrait viser en priorité à atténuer le risque de récession et à mener l'Union européenne sur le chemin d'une croissance durable. La nécessité de relancer l'économie en renforçant les investissements et la productivité, en réduisant les inégalités sociales à l'aide du socle européen des droits sociaux et en menant la lutte contre le changement climatique grâce à la décarbonation apparaît comme une évidence. À cet égard, le CESE a reconnu l'importance croissante du Semestre européen, le cycle annuel de coordination de la politique économique de l'Union, en tant que point de convergence des discussions relatives aux réformes.

Le Semestre européen est en constante mutation. Ce processus a été récemment renforcé par l'inclusion des questions de politique sociale, la consolidation du lien entre le budget de l'Union et le Semestre et, dernièrement, l'ambition de mieux intégrer les objectifs de développement durable des Nations unies. Il reste toutefois des défis à relever, parmi lesquels le manque d'appropriation des réformes proposées et le ralentissement de la mise en œuvre des recommandations par pays.

La participation de la société civile organisée au processus du Semestre européen est donc fondamentale, car le fait que les parties prenantes s'approprient les réformes améliore leur mise en œuvre et contribue à l'obtention de résultats positifs. Or, elle n'est pas suffisamment représentée dans les travaux du Semestre européen.

## La voie à suivre

Le Comité économique et social européen (CESE), organe consultatif de l'Union européenne qui fournit aux représentants de la société civile organisée européenne une plateforme officielle pour exprimer leurs points de vue sur les questions et les politiques de l'Union, n'a cessé de plaider en faveur d'une participation et d'une consultation plus structurées de la société civile organisée au sein de ce processus, réclamant avec constance les outils, les ressources et les délais nécessaires à cette fin. Par la création du groupe « Semestre européen » (GSE), le CESE cherche à resserrer, dans le cadre du Semestre européen, le lien entre les organisations nationales de la société civile organisée dans chaque État membre et les institutions au niveau européen, notamment grâce aux visites nationales régulièrement menées sur le terrain, au cours desquelles nous recueillons les points de vue de la société civile organisée en vue d'alimenter le processus du Semestre.

Dans cette brochure, nous avons réuni une série d'avis relatifs au Semestre européen, ainsi qu'un rapport d'information, dans lesquels le CESE a formulé des recommandations politiques sur les différents éléments qui relèvent du Semestre. Nous invitons à présent les institutions européennes et les États membres à puiser dans nos recommandations pour bâtir une croissance durable plus inclusive et dotée de financements suffisants, afin de réduire les inégalités sociales, de lutter contre le changement climatique et de soutenir l'économie par des investissements productifs.



**Stefano Palmieri**  
*Président*  
*Section « Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale » (ECO)*



**Gonçalo Lobo Xavier**  
*Président*  
*Groupe « Semestre européen »*

2019

## Examen annuel de la croissance 2019 (supplément d'avis)



Les entreprises et les citoyens européens ont besoin d'une croissance durable dotée de financements suffisants afin de:

- réduire les inégalités sociales en assurant des emplois et un filet de sécurité sociale de qualité;
- lutter contre le changement climatique au moyen de mesures proactives de décarbonation
- soutenir l'économie par des investissements productifs.

Anne Demelenne

### Le CESE

- considère que des investissements publics et privés ainsi que des dépenses en matière de formation et d'éducation (à commencer par l'éducation de la petite enfance) restent nécessaires afin d'améliorer la compétitivité des entreprises européennes. Les recommandations par pays de cette année mettent un accent bienvenu sur les investissements. Il convient d'accorder une attention particulière aux investissements productifs et aux investissements dans les infrastructures sociales afin de donner la priorité à la croissance durable, ainsi qu'aux mesures de mise en œuvre du socle des droits sociaux;
- est d'avis que les États membres doivent intensifier leurs efforts de réforme structurelle. En ce qui concerne plus particulièrement les pays présentant un excédent de la balance courante, il convient de s'attaquer au respect insuffisant, par les États membres, de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques, dans l'intérêt de la stabilité économique et politique de l'Union européenne et de la zone euro;
- constate que la conjoncture actuelle de taux d'intérêt très faibles a permis de libérer des fonds dans les budgets nationaux. Les États membres devraient utiliser ces fonds pour accroître leurs investissements matériels, numériques et environnementaux, ainsi que les dépenses en matière de formation, de développement des compétences et de qualifications;
- se réjouit de l'importance accrue du socle européen des droits sociaux et du tableau de bord social. Le Comité encourage la Commission à poursuivre et à développer cette approche lors des prochains cycles du Semestre européen;
- estime que le changement climatique est devenu une question essentielle au cours de l'année écoulée et pourrait être davantage pris en compte dans le cadre du Semestre européen. Les recommandations par pays pour le prochain cycle annuel devraient contenir davantage de recommandations, et au moins une par État membre, concernant la lutte contre la menace existentielle que constitue le changement climatique;
- considère que la fiscalité doit favoriser les investissements productifs et les dépenses dans l'économie réelle. Les recettes fiscales devraient reposer davantage sur d'autres sources que celles liées au travail et à la consommation durable;
- reconnaît que la financiarisation de certaines parties de l'économie européenne a fait peser une charge excessive sur les entreprises et leurs salariés, et demande à la Commission d'explorer la possibilité d'utiliser le Semestre européen pour promouvoir la totalité de la valeur partenariale plutôt que seulement la valeur actionnariale;
- est favorable à l'introduction de normes minimales relatives à la consultation des partenaires sociaux nationaux par les gouvernements nationaux à différents stades du processus du Semestre européen.

**Rapporteur:** Anne Demelenne



# Examen annuel de la croissance 2019

2019

## Le CESE

- se félicite de l'engagement constant à encourager les réformes visant à accroître les investissements de haute qualité et la croissance de la productivité, l'inclusivité et la qualité institutionnelle, ainsi qu'à continuer de garantir la stabilité macrofinancière et des finances publiques saines;
- se réjouit d'observer une meilleure reconnaissance de la nécessité, d'une part, de concentrer les investissements sur l'éducation et la formation, et d'autre part, de renforcer la dimension sociale de l'UE en réponse aux inégalités au sein des régions et entre elles ainsi qu'en matière d'accès à l'éducation, et de parvenir à coordonner les instruments d'action politique;
- il reste toutefois à préciser comment ces objectifs seront atteints, et l'évaluation des performances économiques ne correspond pas aux données fournies dans les différents domaines, versant dans l'autosatisfaction à certains égards, exagérant les éléments positifs, et, dans certains cas, avançant des allégations non fondées sur l'incidence favorable de politiques passées;
- salue les réformes susceptibles de stimuler la productivité. L'accroissement de la productivité est essentiel pour préserver la position concurrentielle de l'UE et améliorer le bien-être. Il convient toutefois de procéder à une évaluation approfondie des politiques passées, à la lumière des résultats mitigés obtenus à ce jour, s'agissant notamment de la lenteur de la reprise économique, des préoccupations persistantes concernant la productivité de l'Union par rapport à ses concurrents et de l'augmentation de l'emploi précaire;
- se félicite de l'importance accordée au socle des droits sociaux. Il faudrait préciser davantage comment il sera mis en pratique, comment des ressources pourraient être dégagées au moyen des Fonds sociaux européens et d'autres instruments de l'Union et comment ces mesures seront financées au niveau de l'UE et des États membres;
- souligne que les progrès sont très lents et que les propositions sont souvent assez modestes pour ce qui est des domaines dans lesquels de nouvelles politiques ont été proposées, notamment la fiscalité équitable, l'union bancaire et le fonctionnement de la zone euro. La pleine participation des partenaires sociaux et de la société civile serait bénéfique à cet égard;
- reconnaît l'importance de la lutte contre le changement climatique, mais les mesures adoptées jusqu'à présent restent insuffisantes. Une étape majeure consisterait à rebaptiser l'examen annuel de la croissance « Examen annuel de la croissance durable ». Cette démarche soulignerait la priorité à accorder non seulement au changement climatique, mais aussi à la durabilité des ressources non renouvelables, à la protection de l'environnement et, partant, à la préservation de l'intérêt des générations futures;
- fait valoir que, dans de nombreux domaines, la mise en œuvre des politiques dépend de financements privés, mais aussi de ceux du secteur public. Cela devrait être facilité non seulement par des réformes visant à créer un environnement favorable aux investissements du secteur privé, mais aussi par un budget adéquat de l'UE et un engagement en faveur d'une « règle d'or » qui autoriserait les États membres à consacrer une partie de leur budget à des investissements socialement et économiquement productifs, qui ne menacent pas la viabilité budgétaire future.



Selon l'examen annuel de la croissance 2019, la nécessité de relancer l'économie en renforçant les investissements et la productivité, la réduction des inégalités sociales à l'aide du socle européen des droits sociaux et la lutte contre le changement climatique grâce à la décarbonation sont des défis fondamentaux à relever pour parvenir à une croissance durable dans l'Union européenne.

Anne Demelenne



2018-2019

## Visites dans des États membres dans le cadre du Semestre européen 2018-2019



Il est primordial d'assurer le dialogue entre les institutions européennes et l'ensemble de la société civile de l'Union à toutes les étapes du processus du Semestre européen.

*Reine-Claude Mader*

- En 2018, le CESE a décidé de faire connaître le processus du Semestre européen et de renforcer la participation de la société civile audit processus, ainsi que de la consulter sur le contenu des recommandations par pays, publiées par la Commission européenne, chaque année en mai-juin.
- En prenant l'initiative d'organiser des consultations sous forme de tables rondes dans plusieurs pays grâce au réseau de ses membres, le CESE a su donner une nouvelle perspective au Semestre européen.
- Le but du CESE était triple: fournir une contribution de la société civile à l'exercice du Semestre européen, augmenter la connaissance de ce processus dans la société civile et contribuer à la connaissance des recommandations par pays décidées par le Conseil, afin d'en permettre le suivi. En 2018 et 2019, douze visites de ce type ont été organisées à ce jour.
- Les auditions ont été constructives et utiles tout à la fois, car elles ont permis au CESE d'établir un lien direct avec toutes les composantes de la société civile des pays visités. Elles ont révélé que les organisations de la société civile étaient très demandeuses d'information sur cette problématique.
- Le CESE recommande, eu égard au bon accueil de l'initiative et à l'intérêt manifesté par les participants, spécialement les organisations non gouvernementales éloignées des centres de décision, de poursuivre ce dialogue afin de faire connaître le processus du Semestre européen et de toucher un plus large public. Dès lors, ces visites continueront d'avoir lieu en 2020.
- Le CESE propose également d'organiser une Journée du Semestre européen chaque année en coopération avec les États membres pour poursuivre le dialogue.
- Le CESE préconise en outre qu'il soit organisé dans chaque État et au niveau de l'Union européenne une consultation annuelle et sur le long terme de la société civile, sous son égide, afin qu'il puisse jouer son rôle de représentant de la société civile.

**Rapporteur:** *Reine-Claude Mader*



# Lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres

2019

- Dans le présent avis, le Comité réitère et développe les conclusions et recommandations qu'il a formulées dans ses avis précédents concernant les lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres. Il réitère également ses conclusions et recommandations sur le pilier européen des droits sociaux.
- Le CESE se félicite des mesures prises aux niveaux européen et national qui ont permis de progresser dans le domaine de l'emploi et recommande qu'elles soient maintenues et développées afin de favoriser la durabilité économique et sociale, une main-d'œuvre qualifiée, formée et donc mieux préparée aux nouveaux développements, notamment technologiques, et des marchés du travail qui puissent réagir rapidement aux changements économiques.
- Lors de la conception des politiques de réglementation du marché du travail et des droits sociaux, la compétitivité, la productivité et la durabilité sociale/ les droits des travailleurs devraient faire partie intégrante de ces politiques. Toutes les politiques devraient tenir compte d'un équilibre approprié entre la durabilité économique et la durabilité sociale et environnementale.
- Des politiques et des réformes structurelles sont nécessaires pour faciliter la création d'emplois de qualité et encourager l'esprit d'entreprise responsable et la croissance des PME et des entreprises sociales.
- Le CESE souligne qu'il importe de garantir un enseignement technique, professionnel et supérieur inclusif, équitable et de qualité, y compris l'enseignement supérieur, d'assurer un niveau élevé de compétences et de connaissances pertinentes pour l'emploi, des emplois décents et l'esprit d'entreprise, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous.
- Enfin, le Comité rappelle que le bon fonctionnement du dialogue social est essentiel pour améliorer la conception, la mise en œuvre et le suivi des réformes.

**Rapporteur:** Anna Bontea



D'ici 2020, les États membres et l'Union, en concertation avec les partenaires sociaux, doivent s'attacher à élaborer une nouvelle stratégie coordonnée pour l'emploi qui vise notamment à promouvoir une économie et une société durables, une main-d'œuvre compétente, qualifiée et donc mieux préparée aux nouvelles évolutions, notamment technologiques, ainsi que des marchés du travail réactifs aux changements économiques, de manière à atteindre les objectifs de plein emploi et de progrès social, à réduire les disparités et à renforcer le fonctionnement du marché du travail et l'efficacité du dialogue social. Il convient d'adopter une politique européenne horizontale inclusive, cohérente et efficace en faveur des PME et de passer à l'approche « Agir pour les PME d'abord » (Act small first).

Anna Bontea



2019

## Politique économique de la zone euro (2019) (supplément d'avis)



Nous sommes convaincus que la priorité actuelle de la politique économique devrait être d'atténuer le risque de récession et d'orienter la zone euro et l'UE sur la voie d'une croissance durable. À cette fin, il est essentiel que la politique monétaire de la BCE s'accompagne de l'adhésion des États membres au « triangle vertueux » que constituent l'investissement, les réformes structurelles et – compte tenu de la conjoncture actuelle – une orientation budgétaire globale positive au sein de la zone euro, dans le plein respect des principes de prudence budgétaire. Il convient en outre de soutenir les investissements privés, en redoublant d'efforts pour achever l'union bancaire et l'union des marchés des capitaux.

*Petr Zahradník*

### Le CESE

- prend acte de l'évolution positive de l'économie de l'UE et de la zone euro au cours des dernières années, tout en observant qu'à l'heure actuelle, ces économies sont toutefois exposées relativement plus que d'habitude à l'influence de risques extérieurs;
- estime qu'il est essentiel que la politique budgétaire accompagne la politique monétaire expansionniste de la Banque centrale européenne, au moyen d'une orientation budgétaire positive dans la zone euro, tout en respectant la discipline budgétaire;
- prend note de la croissance actuelle des investissements dans l'UE et la zone euro, mais considère que davantage de ressources sont nécessaires pour les investissements tant publics que privés, compte tenu notamment du fait que ces investissements atteignent des niveaux plus élevés en Chine ou aux États-Unis;
- prend acte de la proposition d'un instrument budgétaire de convergence et de compétitivité (IBCC) et de son lien étroit avec le programme d'appui aux réformes;
- escompte que l'IBCC et le programme d'appui aux réformes apporteront un soutien significatif aux réformes et aux investissements, tant au sein de la zone euro que dans les pays qui n'en font pas partie;
- estime toutefois que la proposition relative au cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 pourrait être insuffisante pour mettre en œuvre avec succès ces programmes, et réitère son appel à augmenter le volume de ressources à cette fin;
- soutient et apprécie l'équilibre et la conditionnalité mutuelle entre l'investissement, les réformes structurelles et la responsabilité budgétaire;
- insiste sur l'importance cruciale des investissements privés et se dit préoccupé des retards pris dans la mise en œuvre de l'union bancaire et de l'union des marchés des capitaux, qui peuvent contribuer à accélérer le rythme de croissance des investissements grâce à des flux de capitaux plus efficaces et flexibles;
- est d'avis que les priorités de l'économie européenne devraient à présent être axées plus fortement sur le soutien à la demande intérieure et que le solde extérieur des échanges de biens et de services, très positif à l'échelle de l'Union, devrait être mieux réparti entre davantage d'États membres;
- soutient fermement la poursuite des activités visant à améliorer la fonctionnalité et l'homogénéité du marché unique, tout en notant avec préoccupation le problème de la pénurie de main-d'œuvre et de l'inadéquation entre les compétences offertes et les compétences requises.

**Rapporteur:** Petr Zahradník





# Politique économique de la zone euro (2019)

2019

## Le CESE

- souligne que la recherche de la résilience économique devrait aller de pair avec une résilience accrue des marchés du travail;
- invite les institutions européennes à adopter les lignes directrices et les mesures nécessaires pour encourager l'investissement public et faciliter l'investissement privé;
- accueille favorablement les propositions visant à déplacer la charge fiscale pesant sur le travail et à renforcer les systèmes d'éducation et les investissements dans les compétences ainsi que l'efficacité des politiques actives du marché du travail qui soutiennent les transitions vers des emplois de haute qualité. Cependant, les États membres doivent garantir un financement suffisant des investissements sociaux et des systèmes de protection sociale;
- partage pleinement la préoccupation de la Commission européenne quant à la nécessité d'agir contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale et l'évitement fiscal;
- rappelle l'importance de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux comme un moyen d'accroître la résilience, de promouvoir la convergence vers le haut et, à terme, de protéger le projet d'intégration européenne des tendances centrifuges;
- se félicite de la recommandation de la Commission européenne en faveur d'un rééquilibrage symétrique dans la zone euro et de l'appel à une hausse plus importante des salaires dans les États membres présentant des excédents;
- est d'avis que l'amélioration de l'environnement des entreprises et la promotion de l'achèvement du marché unique, sans porter atteinte aux droits sociaux ni au droit du travail, sont des moyens importants pour renforcer la résilience économique dans la zone euro;
- rappelle que l'union des marchés des capitaux est essentielle pour ce qui est de financer l'activité économique et fait part de son inquiétude face aux retards et aux obstacles que rencontre le développement de l'union bancaire;
- invite instamment les États membres à faire preuve de l'engagement nécessaire pour surmonter les désaccords sur la voie à suivre en vue d'approfondir l'UEM.



Compte tenu du ralentissement de l'économie et des risques qui prévalent actuellement dans ce domaine, le CESE estime qu'il est prioritaire de stimuler la croissance économique et d'accroître la résilience des économies, et notamment des marchés du travail. Il est possible de renforcer la croissance et la résilience économique en favorisant les investissements publics et privés, en menant des politiques qui revêtent une dimension à la fois budgétaire et monétaire, en augmentant les salaires et en développant le socle européen des droits sociaux. Il est essentiel de prendre des mesures efficaces pour lutter contre la fraude fiscale et le blanchiment de capitaux, la planification fiscale agressive et les paradis fiscaux, en vue de promouvoir des systèmes d'imposition plus efficaces et plus équitables.

Javier Doz Orrit

**Rapporteur:** Javier Doz Orrit



2019

## Le Semestre européen et la politique de cohésion – Vers une nouvelle stratégie européenne pour l'après-2020



Le Semestre européen pourrait jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de la gouvernance économique de l'UE, en mesurant l'équilibre entre les performances économiques et la

politique de cohésion et en concrétisant l'agenda social. À cette fin, une stratégie européenne à long terme renouvelée est indispensable: cet objectif ne peut être atteint qu'en garantissant la participation active de la société civile organisée au processus. Une plateforme d'échange d'informations pourrait être établie au sein de la structure du CESE dans le but de répondre aux préoccupations liées à la mise en œuvre de la stratégie Europe 2030.

Etele Baráth



La discussion ayant débouché sur la version finale de l'avis a parfaitement montré que la politique de cohésion et le Semestre européen sont intimement liés et qu'il convient

d'exploiter l'immense potentiel qu'offre cette relation pour améliorer la coordination et la gouvernance de la politique économique de l'Union européenne. Ensemble, ces deux instruments pourraient donner corps à une nouvelle approche stratégique qui se traduirait par une politique de cohésion responsable, fortement axée sur des priorités réelles, caractérisée par une concentration thématique adéquate et en mesure de contribuer aux synergies macroéconomiques et à la valeur ajoutée de l'Union européenne.

Petr Zahradník

### Le CESE

- estime que les liens entre le Semestre européen et la politique de cohésion de l'UE recèlent un énorme potentiel pour améliorer la coordination et la gouvernance de la politique économique de l'UE. C'est le signe d'une amélioration de la gouvernance et d'une approche fondée sur la performance. De par sa nature coordinatrice, le Semestre européen réunit la mise en œuvre d'objectifs stratégiques économiques, sociaux et environnementaux, les priorités politiques et l'interaction entre les tâches à court et à long termes;
- croit en ce processus et propose de prévoir une application plus équilibrée des outils d'incitation et de sanctions différenciées, justifiées et bien réfléchies, de manière à coordonner la mise en œuvre des objectifs économiques, sociaux et environnementaux;
- constate avec regret que les accords présentent des niveaux de performance très différents, en fonction du degré de développement macroéconomique de chaque pays. La mise en œuvre des politiques pluriannuelles est généralement faible (entre 40 et 50 %);
- relève qu'un processus de Semestre européen renforcé devrait être l'élément principal de la coordination des politiques économiques. Les questions essentielles à cet égard sont notamment la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, l'emploi durable, l'introduction de normes sociales minimales sur la base d'un cadre européen commun définies par le Semestre européen, ainsi que des objectifs climatiques plus ambitieux et une meilleure protection de la biodiversité;
- propose que le nouveau système de gouvernance européenne fondé sur la stratégie Europe 2030 se concentre davantage sur les résultats et fixe moins de priorités, en facilitant l'accès aux procédures administratives et en s'appuyant plutôt sur la compréhension de la société civile et la coopération avec cette dernière. Tout cela doit aller de pair avec l'élaboration de systèmes de suivi et d'évaluation. L'un des moyens importants de renforcer la gouvernance européenne consiste à améliorer l'administration publique à plusieurs niveaux et à faciliter la participation;
- doit redéfinir son rôle dans la préparation et la mise en œuvre de la politique et de la stratégie européennes, en adoptant une nouvelle position, plus solide au sein de la gouvernance européenne. Le CESE entend parvenir à une meilleure compréhension en renforçant le dialogue régulier et structuré avec les partenaires sociaux et la société civile et suggère d'établir au sein du CESE un centre de compétence permettant d'échanger des informations, afin de se concentrer sur les préoccupations liées à la mise en œuvre de la stratégie Europe 2030;
- estime qu'en procédant à une évaluation continue des objectifs complexes, le Semestre européen sera en mesure de mettre l'accent sur la réduction du risque de crises à l'avenir et sur la création d'un environnement économique et social durable, constructif et réactif.

**Rapporteur:** Etele Baráth | **Co-rapporteur:** Petr Zahradník



# Examen annuel de la croissance 2018

2018

## Le CESE

- considère que le cadre du Semestre européen est d'une importance stratégique et il est déterminé à continuer à y contribuer de la manière la plus efficace possible;
- souscrit aux priorités mises en avant dans l'examen annuel de la croissance 2018 de la Commission européenne;
- réitère son point de vue selon lequel l'examen annuel de la croissance ne couvre pas d'autres domaines d'action pertinents tels que la politique de l'environnement ou d'autres aspects importants tels que la qualité de l'emploi;
- souscrit au point de vue selon lequel la clé du succès pour améliorer la croissance à long terme est l'investissement, l'innovation et la connaissance, l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie, notamment dans le domaine des technologies vertes et de l'économie circulaire, mais également dans les secteurs plus traditionnels;
- partage le point de vue de la Commission selon lequel il est essentiel de procéder à des réformes structurelles qui soient raisonnables et équilibrées sur le plan économique et social, sur des marchés du travail et des produits qui fonctionnent bien, pour que l'économie européenne puisse s'adapter aux mutations structurelles à long terme ainsi qu'aux chocs économiques et environnementaux éventuels;
- considère que le Semestre européen devra être adapté à la future stratégie pour l'après-2020;
- réaffirme la nécessité d'accroître le rôle de la société civile organisée dans le cycle du Semestre européen et, en particulier, dans la préparation de l'examen annuel de la croissance.



Le CESE souscrit à l'examen annuel de la croissance 2018. Il partage notamment le point de vue selon lequel il est essentiel de procéder à des réformes structurelles qui soient raisonnables et équilibrées sur le plan économique et social, sur des marchés du travail et des produits qui fonctionnent bien, pour que l'économie européenne puisse s'adapter aux mutations structurelles à long terme ainsi qu'aux chocs économiques et environnementaux éventuels. En outre, le Semestre européen doit être adapté à toute future stratégie pour l'après-2020 et le rôle de la société civile organisée a lieu d'être renforcé.

*Dimitris Dimitriadis*

**Rapporteur:** *Dimitris Dimitriadis*



2017

## Examen annuel de la croissance 2017



Nous souscrivons aux priorités mises en avant dans l'examen annuel de la croissance 2017. Toutefois, les changements structurels nécessaires pour parvenir au développement durable requièrent des fonds considérables, lesquels ne seront disponibles que si les ressources budgétaires sont utilisées plus efficacement et si les investissements sont revus sensiblement à la hausse. En outre, le CESE recommande vivement d'accorder la priorité à l'investissement dans les systèmes d'éducation, de formation, de santé et autres régimes sociaux, en particulier dans les régions moins développées que la moyenne.

*Etele Baráth*

- Le Comité économique et social européen (CESE) souscrit aux priorités mises en avant dans l'examen annuel de la croissance 2017 de la Commission européenne.
- Le semestre européen est considéré comme un bon moyen de faire progresser les politiques et les réformes, de manière à favoriser la reprise économique et l'emploi. Si l'examen annuel de la croissance 2017 expose les priorités économiques et sociales les plus urgentes, accompagnées de recommandations spécifiques, le CESE prend toutefois très au sérieux les aspects négatifs des règles du pacte de stabilité et de croissance et des recommandations spécifiques par pays appliquées au niveau national pour déterminer l'orientation budgétaire de la zone euro.
- Le CESE approuve dans leur principe les missions énoncées dans l'examen de la croissance 2017, ainsi que la répartition des tâches entre la Commission et les États membres. Il réitère sa proposition concernant l'enrichissement du semestre européen, déjà formulée dans son analyse consacrée à l'examen de la croissance 2016. Outre l'augmentation des investissements, les réformes structurelles et le renforcement de l'équilibre macroéconomique, les progrès à accomplir par rapport aux indicateurs allant «au-delà du PIB», ces valeurs cibles en matière sociale, environnementale et de durabilité, figurent parmi les principaux objectifs.
- Le CESE estime qu'un récapitulatif clair et compréhensible des orientations politiques et stratégiques portant sur l'avenir proche et à plus long terme est indispensable. Il importe que les priorités de la Commission Juncker ainsi que les objectifs à l'horizon 2030 fondés sur la stratégie Europe 2020, qui englobent également les enjeux en matière de développement durable, déterminent conjointement les processus de développement.
- L'analyse du degré d'adéquation entre la politique traditionnelle de cohésion faisant actuellement l'objet d'une révision à mi-parcours et son financement (Fonds ESI) d'une part, et les nouveaux instruments d'investissement (EFSI) d'autre part, doit être l'une des missions de l'examen annuel de la croissance.

**Rapporteur:** *Etele Baráth*



## Annexe

### Page 4

Avis du Comité économique et social européen sur la *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, à la Banque centrale européenne, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement — Examen annuel de la croissance 2019 — Pour une Europe plus forte dans un contexte d'incertitude à l'échelle mondiale*

Supplément d'avis

COM(2018) 770 final

**JO C 47 du 11.2.2020, p. 113**

**Rapporteur:** Anne Demelenne

Adopté lors de la session plénière des 30 et 31 octobre 2019



### Page 5

Avis du Comité économique et social européen sur la *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, à la Banque centrale européenne, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement — Examen annuel de la croissance 2019 — Pour une Europe plus forte dans un contexte d'incertitude à l'échelle mondiale*

COM(2018) 770 final

**JO C 190 du 5.6.2019, p. 24**

**Rapporteur:** Anne Demelenne

Adopté lors de la session plénière des 23 et 24 février 2019



### Page 6

Rapport d'information du Comité économique et social européen sur les *Visites dans des États membres dans le cadre du Semestre européen 2018-2019*

**Rapporteur:** Reine-Claude Mader

Adopté lors de la session plénière des 30 et 31 octobre 2019



### Page 7

Avis du Comité économique et social européen sur la *Proposition de Décision du Conseil relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres*

COM(2019) 151 final

**JO C 282 du 20.8.2019, p. 32**

**Rapporteur:** Anna Bontea

Adopté lors de la session plénière des 19 et 20 juin 2019





#### Page 8

Avis du Comité économique et social européen sur la *Recommandation de Recommandation du Conseil concernant la politique économique de la zone euro*

Supplément d'avis  
COM(2018) 759 final

**JO C 47 du 11.2.2020, p. 106**

**Rapporteur:** Petr Zahradník

Adopté lors de la session plénière des 30 et 31 octobre 2019



#### Page 9

Avis du Comité économique et social européen sur la *Recommandation de Recommandation du Conseil concernant la politique économique de la zone euro*

COM(2018) 759 final

**JO C 159 du 10.5.2019, p. 49**

**Rapporteur:** Javier Doz Orrit

Adopté lors de la session plénière des 23 et 24 janvier 2019



#### Page 10

Avis du Comité économique et social européen sur *Le Semestre européen et la politique de cohésion – Vers une nouvelle stratégie européenne pour l'après-2020*

Avis d'initiative

**JO C 353 du 18.10.2019, p. 39**

**Rapporteur:** Etele Baráth

**Co-rapporteur:** Petr Zahradník

Adopté lors de la session plénière des 17 et 18 juillet 2019



#### Page 11

Avis du Comité économique et social européen sur la *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, à la Banque centrale européenne, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement — Examen annuel de la croissance 2018*

COM(2017) 690 final

**JO C 227 du 28.6.2018, p. 95**

**Rapporteur:** Dimitris Dimitriadis

Adopté lors de la session plénière des 14 et 15 février 2018

---

**Page 12**

Avis du Comité économique et social européen sur la *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, à la Banque centrale européenne, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement — Examen annuel de la croissance 2017*

COM(2016) 725 final

**JO C 173 du 31.5.2017, p. 73**

**Rapporteur:** Etele Baráth

*Adopté lors de la session plénière des 22 et 23 février 2017*





## Comité économique et social européen

Rue Belliard 99  
1040 Bruxelles  
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"  
EESC-2019-94-FR

[www.eesc.europa.eu](http://www.eesc.europa.eu)

© Union européenne, 2020

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction de chacune des illustrations est soumise à une autorisation préalable  
à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur:  
couverture: © Openclipart



*Print*  
QE-02-19-928-FR-C  
ISBN 978-92-830-4628-8  
doi:10.2864/13484

*Online*  
QE-02-19-928-FR-N  
ISBN 978-92-830-4627-1  
doi:10.2864/796938

FR